

sement appuyées par l'autorité publique. L'énergie du gouvernement leur donna des fonds et des associés. On était si excédé dans toute l'Asie de la tyrannie des Hollandais, les seuls des Européens qui y fissent alors des affaires de quelque importance, que le pavillon britannique fut reçu partout avec transport. Ses prospérités accrurent encore après le rétablissement de la monarchie, parce que le nouveau ministère augmenta beaucoup les privilèges de la société, lui donna Bombay, Sainte-Hélène, et parce que ses propres agens réussirent à lui former un grand entrepôt de commerce à Madras, et à obtenir pour elle un établissement très-utile à Sumatra : alors sa fortune eût été comblée, si ses vaisseaux avaient été admis au Japon, où autrefois ils avaient abordé ; mais les Hollandais parvinrent à les en écarter en instruisant cette nation soupçonneuse et vindicative que le roi d'Angleterre venait d'épouser une princesse de Portugal.

Cette privation affligea la compagnie sans la décourager. D'autres marchés remplacèrent celui qu'une jalousie effrénée venait de lui fermer. L'intelligence et la probité de ses facteurs secondaient assez généralement la sagesse de ses mesures. Ses ventes et ses achats augmentaient de jour en jour ; chaque année ses expéditions devenaient plus nombreuses et plus lucratives. Ses actions triple-
rent de prix, et son capital accroissait toujours, quoique les dividendes fussent très-considérables.

On comptait sur un avenir encore plus heureux, lorsque ce corps privilégié se vit arrêté dans sa carrière par une rivalité que ses propres succès avaient fait naître.

Des négocians particuliers, échauffés par la connaissance des gains énormes qu'on faisait dans l'Inde, résolurent d'y naviguer. Charles second, qui n'était sur le trône qu'un particulier voluptueux et dissipateur, leur en vendit la permission, tandis que d'un autre côté il tirait des sommes considérables de la compagnie, pour qu'il lui fût permis de poursuivre ceux qui entreprenaient sur ses droits. Une concurrence de cette nature devait dégénérer en brigandages. Les Anglais, devenus ennemis, couraient les uns sur les autres avec une animosité qui affaiblissait peu à peu l'estime qu'on avait pour eux. Cet abus était à peine corrigé, qu'il fut suivi d'un nouveau malheur

vi.
Malheurs et
fautes des
Anglais dans
l'Inde.

A leur arrivée aux Indes, les Anglais et les Hollandais s'étaient portés en foule à Java, île favorablement située, vaste, peuplée, fertile, et surtout abondante en poivre. L'avarice ne tarda pas à les brouiller, et leurs navigateurs se firent ouvertement la guerre. Les combats furent quelque temps opiniâtres et sanglans ; à la fin la compagnie des Provinces-Unies éleva des fortifications, ce que ses rivaux étaient hors d'état de faire. Alors la fortune se déclara pour elle ; alors le commerce exclusif de la plus grande partie du pays tomba dans ses mains. Il ne lui restait des

concurrans qu'à Bantam. La couronne en fut disputée en 1680, et celui des prétendans que ses armes appuyaient ayant prévalu, ce fut pour le nouveau souverain une nécessité d'accorder le monopole de son royaume à la puissance qui venait de le placer sur le trône. Les sujets de la Grande-Bretagne furent à cette époque chassés d'un des plus utiles, des plus riches comptoirs qu'ils eussent formés dans les mers des Indes.

Une insulte aussi grave et aussi publique ne se pouvait dissimuler. La compagnie anglaise avait son établissement à recouvrer, son honneur à maintenir, sa vengeance à satisfaire. Ces grands motifs la décidèrent à des efforts extraordinaires. Elle équipa une flotte de vingt-trois vaisseaux, où furent embarqués huit mille hommes de troupes réglées. On se disposait à mettre à la voile, lorsque le monarque s'opposa au départ, et continua de s'y opposer pendant neuf mois sous les prétextes les plus frivoles. Charles, dont les besoins et la corruption ne connaissaient point de bornes, espérait toujours que, pour faire révoquer cette défense, il lui serait donné des sommes immenses. N'en pouvant obtenir de ses sujets, il se déterminà à en recevoir de ses ennemis. L'expédition n'eut pas lieu, parce que les Hollandais lui firent compter deux millions quatre cent mille livres. Jamais ces habiles républicains n'avaient fait un meilleur marché. On ne peut s'empêcher de voir que, si les forces dirigées contre eux étaient arri-

vées à leur destination, ils auraient été expulsés de Java, la principale ou l'unique base en Orient de leur puissance.

Le crime enfante trop souvent le crime. Celui que venait de se permettre le monarque anglais était une espèce d'invitation aux plus noirs forfaits. Aussi ceux de ses sujets qui étaient aux Indes, n'ayant pas reçu de leurs commettans, ruinés par la bassesse du chef de l'état, les fonds qu'exigeaient leurs opérations, se permirent-ils, en 1688, pour y suppléer, les emprunts les plus frauduleux, le pillage des navires qui naviguaient paisiblement sous la foi publique. On n'aurait pas été étonné de voir la nation dont ces scélérats étaient membres bannie pour toujours du théâtre de leurs brigandages. Il n'en fut pas ainsi. Thomas Roë, que Jacques 1^{er} avait envoyé en ambassade à Delhy, y avait donné une si haute idée du caractère britannique, et la loge qu'il avait formée à Agra avait si bien justifié cette opinion, qu'on ne crut pas devoir rendre un peuple généreux responsable de l'abominable conduite de quelques vils individus. Le grand-mogol voulut bien se contenter de la punition des coupables, et d'un dédommagement convenable pour les malheureux qui avaient été trompés ou volés.

Cette affaire, également honteuse et ruineuse, était à peine terminée, que des abîmes d'une autre nature s'ouvrirent sous les pas de la compagnie. Par ses usurpations et par sa fierté, Louis XIV avait

aigri, avait alarmé tous ses voisins. Ils s'unirent à Augsbourg dans l'espoir de réprimer tant d'orgueil, de mettre des bornes à tant d'ambition; et le prince d'Orange, qui venait de remplacer son beau-père Jacques sur le trône d'Angleterre, fortifia la ligue de tout ce que ses nouveaux sujets avaient de puissance. Les suites de cette grande confédération sont généralement connues. On sait moins que, durant le cours des hostilités, les corsaires français enlevèrent à la Grande-Bretagne quatre mille deux cents navires marchands, qui furent estimés près de sept cent millions de livres. Les plus riches de ses vaisseaux étaient ceux qui arrivaient des Indes. La plupart devinrent la proie d'un brigandage qui n'a pas encore discontinué, mais que les progrès des lumières fera tôt ou tard proscrire.

Ces déprédations furent suivies d'une disposition économique qui devait diminuer la valeur du peu qui avait échappé à la piraterie. Des protestans français, qu'une odieuse intolérance avait fait sortir de leur pays, avaient porté en Irlande et en Écosse la culture du lin et du chanvre. Pour encourager leurs travaux, on crut convenable d'interdire l'usage des toiles des Indes, à l'exception des mousselines et de celles qu'exigeait le commerce d'Afrique. Un corps déjà épuisé pouvait-il résister à une attaque si imprévue et si accablante? Ce n'était cependant encore que le commencement de ses infortunes.

A l'époque si célèbre de la révolution un cri presque général s'était élevé contre la compagnie. Ce n'était pas sa décadence qui lui suscitait des ennemis, elle ne faisait que les enhardir. Ses premiers pas avaient été contrariés. Dès 1615, quelques politiques avaient vivement déclamé contre le commerce des Indes. Ils l'accusaient d'affaiblir les forces navales, par une grande consommation d'hommes, et de diminuer, sans utilité réelle, les expéditions pour le Levant et pour la Russie. Ces clameurs, quoique contredites par des hommes éclairés, devinrent si violentes vers l'an 1628, que le corps privilégié, se voyant exposé à l'animosité de la nation, s'adressa au gouvernement. Il le suppliait d'examiner la nature de son commerce, de le prohiber, s'il était contraire aux intérêts de l'état; et, s'il lui était favorable, de l'autoriser par une déclaration publique. Soixante ans après, le préjugé contre ce trafic n'était pas entièrement déraciné, mais il n'était resté que dans un très-petit nombre de têtes rétrécies.

Ceux qui s'étaient formé des idées plus saines convenaient que la navigation aux Indes était très-utile; mais ils voulaient qu'elle fût ouverte à la nation entière. Un privilège exclusif leur paraissait un attentat manifeste contre la liberté. Les peuples, disaient-ils, ne s'étaient réunis en société qu'en vue du bien général, et l'on y portait atteinte en immolant par d'odieux monopoles l'intérêt public à des intérêts privés.

Cependant, soit habitude, soit raison, on se déclarait plus généralement pour des fonds unis. Une société riche et puissante paraissait seule en état de repousser les vexations trop ordinaires dans les gouvernemens asiatiques, et de soutenir la concurrence des nations rivales.

Mais à quelle puissance appartenait-il de conférer un octroi si évidemment opposé au droit commun ? Les rois s'étaient souvent permis de ces actes d'une autorité arbitraire sans réclamation, et quelquefois aussi leurs décrets avaient été annulés par les députés du peuple. Le privilège dont jouissait la compagnie émanait du trône. Des marchands associés qui voulaient s'élever sur ses ruines l'attaquèrent comme illégal devant les communes, et accusèrent de plus ceux qui l'exerçaient d'ineptie, de négligence, de mauvaise foi et de tyrannie. Les réponses que fit le monopole à ses ennemis ne parurent pas suffisantes à la chambre, qui, sans prononcer sur ses prérogatives et sur celles de la monarchie, pria Guillaume, au mois de janvier 1692, de dissoudre la compagnie actuelle, et d'en établir une autre plus propre à faire prospérer le commerce de l'Orient.

Le conseil privé ne s'occupa de ce grand procès que l'année suivante. On y entendit le 17 août les avocats des deux parties. Les raisons de part et d'autre parurent si égales, que les juges se séparèrent sans avoir rien prononcé.

Cette indécision déterminina les communes à

déclarer quelques mois après que tous les sujets de la Grande-Bretagne avaient un droit égal de diriger leur industrie et leurs capitaux vers l'Inde, à moins que le parlement ne le leur défendît. Elles s'arrêtèrent là, et ne statuèrent rien sur la manière dont ce commerce serait réglé.

La conduite équivoque de la chambre ouvrait un vaste champ aux espérances. Une corruption inouïe avait commencé à l'instant même où les deux sociétés rivales étaient entrées en lice. Elle avait fait depuis des progrès étonnans, et alors on la vit au comble. Jamais la nation ne s'était à ce point dégradée. Wighs, torys, ministres, courtisans, membres du parlement, tout était au plus offrant. La vénalité devint si publique, que la décence parut exiger l'établissement d'un comité de recherches. La plaie se trouva encore plus profonde qu'on ne l'avait pensé. Tant de personnages, des personnages si éminens furent démontrés coupables, que tous les partis s'accordèrent à arrêter des découvertes qui chargeaient leurs ennemis, mais où leurs amis étaient également impliqués.

Cette scandaleuse affaire absorba long-temps toute l'attention publique, et ce ne fut qu'en 1698 que la discussion sur l'Inde se renouvela. Le fisc, épuisé par la guerre que le traité de Riswick venait de terminer, avait à cette époque un besoin pressant d'argent. Les deux associations qui se disputaient le monopole de l'Orient lui offrirent le prêt d'une somme égale. On crut ou l'on feignit

de croire que la nouvelle tiendrait plus sûrement ses engagements que l'autre, et on lui donna la préférence. Tout ce que les protecteurs de l'ancienne purent obtenir, c'est qu'elle pourrait continuer son commerce jusqu'à l'expiration de sa charte. L'Angleterre eut alors deux compagnies des Indes orientales, autorisées par le parlement, au lieu d'une seule établie par l'autorité royale.

On s'était bien attendu que deux corps qui depuis sept ans nourrissaient l'un contre l'autre la haine la plus active, qui depuis sept ans cherchaient à s'avilir par les plus absurdes calomnies, se contrarieraient réciproquement; mais personne n'avait prévu jusqu'à quels excès la jalousie, l'ambition et l'avarice les pousseraient. Leur division se manifesta par de grands éclats en Europe, et surtout aux Indes. La rage de se détruire mutuellement avait passé des chefs aux derniers subalternes. Tout paraissait tendre à une dissolution entière, lorsqu'en 1702 les associations se rapprochèrent, confondirent leurs fonds, et firent approuver leur union par un décret des législateurs.

Depuis cette époque les affaires de la compagnie furent conduites avec plus de lumières, de sagesse et de dignité. Les principes du commerce qui se développaient de plus en plus en Angleterre influèrent sur son administration autant que le permettaient ses intérêts particuliers. Elle améliora ses anciens établissemens, elle en forma de nouveaux. Ce qu'une plus grande concurrence lui

ôtait de bénéfice, elle cherchait à se le procurer par des ventes plus considérables.

Le commerce qu'on peut faire au-delà du Cap de Bonne-Espérance, et d'un port de l'Inde à l'autre, ne l'occupait point. Elle fut assez éclairée pour comprendre que cette navigation ne lui convenait pas. Ses agens l'entreprirent, de son aveu, pour leur propre compte, et tous les Anglais furent invités à le partager, sous la condition qu'ils fourniraient une caution qui garantirait la sagesse de leur conduite. Pour faciliter et accélérer des succès qui devaient un jour augmenter les siens, la compagnie encouragea ces négocians, en prenant part à leurs expéditions, en leur cédant des intérêts dans ses propres armemens, souvent même en se chargeant de leurs marchandises pour un fret modique. Cette conduite généreuse, inspirée par un esprit national si opposé en tout au caractère du monopole, donna promptement de l'activité, de la force, de la considération aux colonies anglaises.

Celle qu'en 1702 la compagnie avait formée à Poulocondore, île dépendante de la Cochinchine, avait pour but de prendre part au commerce de ce royaume, suivi depuis long-temps avec beaucoup d'activité par les Chinois, mais jusqu'alors trop négligé par les nations européennes. Une sévérité, peut-être excessive, irrita seize soldats macassars qui faisaient partie de la garnison. Dans la nuit du 3 mars 1705, ils mirent

VIII.
La compagnie anglaise abandonne aux particuliers le commerce d'Inde en Inde.

le feu aux maisons du fort, et massacrèrent les Anglais à mesure qu'ils accouraient pour l'éteindre. De quarante-cinq qu'ils étaient, trente périrent de cette manière : quelques-uns tombèrent sous les coups des naturels du pays, mécontents de l'insolence de ces étrangers ; douze seulement se sauvèrent dans une chaloupe qui se trouvait au port. Le corps privilégié perdit par cet événement les dépenses faites pour cette entreprise, les fonds qui se trouvaient dans son comptoir, et les espérances qu'il avait conçues.

C'était un malheur, mais un malheur que de grandes prospérités empêchèrent de sentir aussi vivement qu'on l'aurait fait dans d'autres circonstances. Alors la guerre pour la succession d'Espagne embrasait le globe. Les armées et les flottes britanniques y jouaient le premier rôle. Leurs succès surpassaient tout ce qu'on avait pu s'en promettre, et préparaient à tous les ordres de l'état un avenir extrêmement brillant. La compagnie des Indes n'était pas réduite à des espérances. Sa navigation, plus étendue que jamais, était presque aussi sûre que dans la paix la plus profonde ; et le prix qu'elle mettait à ses marchandises la dédommageait amplement des précautions qu'elle croyait devoir prendre pour que ses navires ne devinssent pas la proie d'un brigandage maritime. Le traité d'Utrecht, qui arrêta l'effusion du sang humain, si cruellement prodigué pendant douze ans sans rien ajouter au territoire des Anglais dans

l'Inde, ne laissa pas de leur être utile. L'Europe, redevenue tranquille, laborieuse et riche, leur demanda les productions et les manufactures de l'Asie plus généralement qu'elle ne l'avait fait à aucune époque. C'était un bonheur trop constant. Il fut un peu troublé par les nouvelles qui arrivèrent de Sumatra.

Cette île fut le premier lieu des Indes où les Anglais abordèrent en 1602. Ils y furent accueillis, et, onze ans après, mieux traités encore. Le roi d'Achem leur permit d'établir une loge dans sa capitale, les chargea même de demander à Jacques I.^{er} une jeune personne de sa domination qui pût devenir sa femme. A l'en croire, son projet était de placer un jour sa couronne sur la tête d'un des enfans qui naîtraient de cette union, et de faire tomber avec le temps dans les mains de la compagnie le commerce de tout Sumatra.

Ces ouvertures étaient séduisantes. On ajouta foi aux promesses d'un despote dont le caractère n'avait pas été approfondi, et des comptoirs furent formés dans les parties de son royaume où se cultivait avec le plus de succès le poivre, alors la production de l'Orient la plus demandée en Europe. L'illusion ne fut pas de longue durée. Des vexations répétées amenèrent bientôt la nécessité d'abandonner des établissemens devenus ruineux.

L'Angleterre avait perdu de vue une île qui ne lui était guère connue que par les désastres que ses sujets y avaient éprouvés, lorsque le souvenir

ix.
Établis-
sement des
Anglais à
Sumatra.

lui en fut rappelé par son expulsion totale de Java. En 1684 furent envoyés de Madras deux agens chargés de solliciter la liberté d'élever une forteresse sur le territoire d'Achem. Ils n'avaient obtenu qu'une factorerie en bois, lorsqu'un heureux hasard leur offrit une fortune que rien ne leur faisait espérer.

Les Hollandais, assez récemment fixés sur les côtes de Sumatra, s'y rendaient de jour en jour plus odieux par leur tyrannie. L'oppression devint à la fin intolérable; et les peuples s'adressèrent à la cour d'Achem pour en obtenir des secours contre ces usurpateurs insatiables. Vraisemblablement les agens de ces petites nations indépendantes comptaient peu sur la protection qu'ils étaient venus réclamer, puisqu'ils offrirent d'eux-mêmes aux négociateurs anglais des terrains pour bâtir des comptoirs sur leurs districts, et le commerce exclusif de leur poivre.

On accepta ces propositions, et, sans perdre un moment, partirent du Coromandel quelques navires pour aller jeter les fondemens d'un établissement dont l'utilité ne paraissait pas douteuse. La tranquillité de la nouvelle colonie ne fut pas troublée jusqu'en 1715. A cette époque commença la construction du fort Marlobourgh. Les travaux n'étaient pas encore bien avancés lorsque les naturels du pays, alarmés pour leur liberté, prirent les armes. Rien n'était plus aisé que de repousser de tels assaillans. Cependant une ter-

reur panique s'empara de tous les esprits, et la garnison entière se précipita dans les vaisseaux qui étaient en rade. Quelques mouvemens des Hollandais les firent soupçonner de vouloir remplacer leurs concurrens; et telle était la haine qu'on portait à ces avides républicains, que les Anglais furent rappelés avec une sorte d'enthousiasme. Ils furent même solennellement autorisés à terminer les ouvrages qu'ils avaient laissés imparfaits.

Les dépenses ordonnées à Sumatra et les pertes qui les suivirent n'étaient pas assez considérables pour changer essentiellement la situation de la compagnie. Sa fortune augmentait de jour en jour, et l'on n'en fut que trop convaincu lorsqu'elle demanda le renouvellement de son privilège. Le gouvernement en avait exigé en 1698 un prêt de quarante-huit millions à un intérêt de huit pour cent. En 1708 cet intérêt fut réduit à cinq pour cent, ainsi que celui des vingt-quatre nouveaux millions que le fisc lui emprunta. En 1730 il fallut qu'elle se contentât pour les soixante-douze millions d'un intérêt de trois pour cent, et qu'elle fit un don gratuit de quatre millions huit cent mille livres. A ces conditions son monopole lui fut continué pour trente-trois années.

Les profits que faisait le corps privilégié le dédommageaient amplement des sacrifices qu'il s'était vu dans la nécessité de faire, lorsqu'en 1744

x.
Guerres des
Anglais et
des Français.